

Curriculum vitae

Carolina Cerda-Guzman

Née le 14 novembre 1981, à Iquique (Chili)

Fonction : Maîtresse de conférences en droit public (section 02)

Etablissement d'affectation : Université de Bordeaux

Equipe de recherche : Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat (CERCCLÉ – UR 7436)

Adresse mail : carolina.cerda-guzman@u-bordeaux.fr

Langues :

- Bilingue français-espagnol
- Anglais : bon niveau oral et écrit
- Russe : niveau débutant

I. FORMATION ET CARRIERE UNIVERSITAIRE

A. Formation universitaire

- 2010 **Doctorat de droit** (Université Montesquieu – Bordeaux IV)
« Codification et constitutionnalisation », thèse dirigée par F. Mélin-Soucramanien et soutenue publiquement le 19 novembre 2010 devant un jury composé de P. Bon (rapporteur), G. Drago (rapporteur), F. Mélin-Soucramanien (directeur), F. Melleray (président du jury) et J.-E. Schoettl.
Mention : Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité
- 2006 **Master 2 Recherche** Droit public fondamental, Université Montesquieu-Bordeaux IV. Mention : Très bien
- 2005 **Master 1 Droit public**, Faculté de droit et de science politique de Rennes I.
Mention : Assez bien
- 2004 **Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes.**
Mention : Assez bien

B. Prix

- 2011 Prix de la Fondation Varenne pour la meilleure thèse dans la catégorie « Concepts fondamentaux du droit constitutionnel »
- 2011 Prix Bazille de l'Académie de législation de Toulouse pour la meilleure thèse en droit public
- 2007 Prix G. Kassimatis décerné par l'Association Internationale de Droit Constitutionnel lors du VII^e Congrès mondial pour la meilleure contribution en langue française

C. Parcours professionnel

- 2020-... Maître de conférences en droit public
Université de Bordeaux
- 2011-2020 Maître de conférences en droit public
Université Paul-Valéry Montpellier 3

Février 2011	Qualification à la maîtrise de conférence par le Conseil national des Universités (section 02)
2009-2011	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche Université Montesquieu-Bordeaux IV
2006-2009	Allocataire-monitrice Université Montesquieu-Bordeaux IV

II. RESPONSABILITES ET ACTIVITES UNIVERSITAIRES

A. Responsabilités administratives locales et nationales

2023-...	Chargée de mission internationalisation pour la Faculté de droit et de science politique, Université de Bordeaux
2022-...	Membre élue du Conseil de Faculté de droit et de science politique, Université de Bordeaux
2022- ...	Membre élue du Conseil de Laboratoire du CERCCLÉ, Université de Bordeaux
2021-...	Membre élue du bureau de la section Droit public, Université de Bordeaux
2019-...	Membre élue titulaire de la section 02 du Conseil National des Universités
2012-2020	Responsable de la section Droit public, Université Paul Valéry Montpellier 3 – UFR IV
2014-2020	Coordinatrice des étudiants Erasmus+, Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV
2013-2015	Directrice du Département d'Administration Economique et Sociale, Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV
2012-2013	Directrice-adjointe du Département d'Administration Economique et Sociale, Université Paul-Valéry Montpellier 3 – UFR IV

B. Comités de sélection

2022	Vice-Présidente d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université de Bordeaux
2021	Membre d'un comité de sélection de 2 CDD LRU (section 02), Université de Bordeaux
2019	Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université Paris Sud Membre d'un comité de sélection de CDD LRU (section 02), Université Paul-Valéry Montpellier 3
2018	Présidente d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université Paul-Valéry Montpellier 3
2018	Membre d'un comité de sélection d'ATER (section 02), Université Paul-Valéry Montpellier 3
2017	Membre d'un comité de sélection d'ATER (section 02), Université Paul-Valéry Montpellier 3
2016	Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université Toulouse Capitole 1
2015	Membre d'un comité de sélection de MCF (section 02), Université Paul-Valéry Montpellier 3

C. Comités de suivi de thèse

2022	Membre du comité de suivi de thèse d'une doctorante dirigée par N. Maisonneuve et Wanda Mastor Université de la Réunion Membre du comité de suivi de thèse d'un doctorant dirigé par F. Hourquebie et d'un doctorant dirigé par M.-C. Ponthoreau et C.-M. Herrera Université de Bordeaux
2021	Membre du comité de suivi de thèse d'un doctorant dirigé par A. Martin et d'un doctorant dirigé par F. Hourquebie Université de Bordeaux
2020	Membre du comité de suivi de thèse d'un doctorant dirigé par A. Martin Université de Bordeaux
2019	Membre du comité de suivi de thèse de deux doctorants dirigés par A. Martin Université de Bordeaux
2018	Membre du comité de suivi de thèse de deux doctorants dirigés par A. Martin Université de Bordeaux

III. RESPONSABILITES ET ACTIVITES PEDAGOGIQUES

A. Responsabilités pédagogiques

2014-2020	Co-directrice du Master Migrations Inter-Méditerranéennes, aux côtés d'E. Soriano, MCF en science politique, Université Paul-Valéry Montpellier 3 Master labellisé Master <i>Erasmus+ Joint Master Degree</i> par l'Union européenne entre 2015 et 2019. Master fondé sur un consortium unissant l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 à l'Université Ca'Foscari de Venise (Italie), l'Université Autonome de Barcelone (Espagne), l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc) et l'Université de Sousse (Tunisie).
2015-2016	Participation au dispositif « Réussite licence » pour la licence AES, Université Paul-Valéry Montpellier 3

B. Enseignements assurés

1. Université de Bordeaux

Licence, Capacité et DU

- *Droit constitutionnel*, L1 AES, 38,5H CM (2020-2023) ; Capacité 1^e année, 30H CM (2020)
- *Institutions européennes*, L1 AES, 18H CM (2020)
- *Introduction à la science politique*, L1 AES, 18H CM (2020-2023)
- *Introduction au système juridique des Etats-Unis*, L1 Droit, 10,5H CM (2021-2023)
- *Droit étranger* (cours en anglais), L3 Droit, 21H CM (2020-2023)
- *Culture générale – Laïcité en Amérique latine*, DU Prépa Talent, 3H CM (2021-2023) et Prépa Montesquieu, 2H CM (2021-2022)
- *Actualité du droit constitutionnel*, DU Prépa Talent, 6h CM (2021-2022)
- *TD de Droit administratif*, L2 Droit (2008-2011)
- *TD de Droit communautaire*, L3 Droit (2010-2011)
- *TD de Droit constitutionnel*, L1 Droit (2006-2008)

Master

- *Protection internationale des Droits de l'Homme*, M2 Droit pénal européen et international et M2 Droit pénal comparé, 15 H CM (2021-2023)
- *Contentieux constitutionnel*, M2 Contentieux publics, 10H CM (2011-2015)
- *Méthodologie du droit comparé*, M2 Droit pénal comparé et M2 Droit privé comparé, 2H CM (2021-2023)
- *Préparation au grand oral*, M2 Droit public approfondi, 2H CM (2021-2023)

2. Université Paul-Valéry Montpellier 3

Licence

- *Droit constitutionnel*, L1 AES, 36H CM et 26H TD (2011-2020) ; L1 LEA, 18H CM (2015-2020)
- *Institutions européennes*, L1 AES, 19,5HCM (2011-2014)
- *Droit administratif*, L2 AES, 39HCM et 26H TD (2011-2015)
- *Théorie générale de l'Etat*, L2 Histoire des Relations internationales et Sciences sociales, 19,5H CM (2014-2020)
- *Droit de l'intervention publique*, L3 AES, 26H CM et 13H TD (2011-2013 ; 2016-2019)
- *Droit des collectivités territoriales*, L3 AES, 39H CM (2011-2012)
- *Droit des relations internationales*, L3 Histoire des Relations internationales et Sciences sociales, 19,5H CM (2014-2018)

Master

- *Droit international des droits de l'Homme*, M1 Etudes européennes et internationales, 26H CM et 13H TD (2015-2020)
- *Institutions internationales et européennes*, M1 LEA, 26H CM (2016-2017)
- *Séminaire Espace social européen*, M1 Développement social, 9H CM (2012-2015)
- *Séminaire Migrations internationales*, M1 Développement social, 9H CM (2016-2018)
- *Séminaire Action économique des collectivités territoriales*, M2 Management international des territoires et des entreprises, 13H CM (2013-2014)
- *Séminaire Droits fondamentaux comparés*, M2 Migrations inter-méditerranéennes, 15H CM (2013-2021)
- *Séminaire Crises sécuritaires et libertés publiques*, M2 Etudes européennes et internationales, 26H CM (2016-2020)
- *Séminaire Législation anti-terroriste*, M2 Défense et sécurité, 3H CM (2017-2018)

3. Sciences Po Bordeaux

- *Institutions de la V^e République*, 3^e année, 18,5HCM (2020-2023)
- *Droit et institutions politiques*, 3^e année, 22H de Conférence de Méthode (2020-2023)

4. Autres universités (françaises et étrangères)

- *Droit constitutionnel français*, L1 franco-allemande, Université de Bayreuth, Allemagne, 15H CM (2021-2023)
- *Laïcité en Amérique latine*, DU Laïcité et République, Université Savoie Mont-Blanc, France, 3H CM (2019-2022)
- *Libertés publiques*, M1, Université Ca'Foscari de Venise, Italie, 10H CM (2019-2020)

- *Introduction to the French Law*, L1, Institut Franco-Chinois de Renmin, Chine, 15H CM (2014-2015)
- *Libertades públicas*, M1, Université Autonome de Barcelone, Espagne, 10H CM (2012-2013)

C. Direction de mémoires

- 2022-2023
- Direction de 7 mémoires de recherche d'étudiants de Sciences Po Bordeaux
- Titres** : Les pouvoirs de "the Crown" à l'échelle nationale et internationale ; Articles 2 et 7 de la Charte de l'environnement. Analyse juridique des droits à l'information et à la participation en matière environnementale ; La consécration constitutionnelle du droit à l'avortement - Perspective internationale comparée ; La politique du chiffre au sein de la Police Nationale dans la lutte contre la délinquance ; Les actes de gouvernement à travers le prisme de l'État de droit, analyse et remise en question ; Extraterritorialité en droit américain : outil de protection ou de guerre ? Analyse de l'application extraterritoriale de l'United States Bill of Rights et des lois dans le secteur financier ; Famille, éducation et justice des mineurs de l'URSS à la Russie contemporaine
- Direction de 2 mémoires de recherche de M2, Droit pénal international et européen, Université de Bordeaux
- Titres** : La réparation des victimes dans la violation des crimes graves. Une comparaison entre la Cour interaméricaine des droits de l'Homme et la Cour Pénale Internationale ; Les droits des détenus. Une comparaison entre les systèmes européens et américains de protection des droits de l'Homme.
- Direction de 4 mémoires de recherche de M2, Droit public comparé, Université de Bordeaux
- Titres** : Le Sénat espagnol comme chambre de représentation territoriale (étude comparée) ; La coopération judiciaire au Laos ; Les droits reproductifs et la laïcité. Etude croisée entre la France, le Costa Rica et le Mexique ; L'intérêt à agir dans le contentieux environnemental.
- 2021-2022
- Direction de 6 mémoires de recherche d'étudiants de Sciences Po Bordeaux
- Titres** : Permanence et mutations des processus constitutifs : l'élaboration des Constitutions du XXI^e siècle ; Nos élus doivent-ils nous ressembler ? Etude de la notion de représentation-incarnation ; les relations Grèce/Turquie dans le cadre de la gestion migratoire en mer Méditerranée ; La construction du biais de genre dans la magistrature judiciaire ; La justice à l'épreuve de l'irresponsabilité pénale ; La réforme pénale et la suppression du juge d'instruction : étude comparative France/Suisse.
- Direction d'un mémoire de recherche de M2, Droit pénal international et européen, Université de Bordeaux
- Titre** : Le traitement des disparitions forcées au Mexique et en Argentine sous le regard de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme
- Direction d'un mémoire de recherche, M2 Histoire des Relations internationales et Sciences sociales, Université Paul Valéry Montpellier 3
- Titre** : Orientation sexuelle et identité de genre dans le droit international des droits de l'Homme
- Direction d'un mémoire de recherche, M2 Migrations Inter-Méditerranéennes, Université Paul Valéry Montpellier 3
- Titre** : Europe in the Sahel. An analysis of the European counterterrorism structure between past and present to understand its action
- 2020-2021
- Direction de 2 mémoires de recherche d'étudiants de Sciences Po Bordeaux

- 2015-2020 **Titres** : Le système carcéral français, maillon d'un Etat dans l'Etat ; L'influence des médias dans les affaires criminelles en France
 Direction de 6 mémoires de recherche par an d'étudiants du Master 2 Migrations inter-méditerranéennes.
Exemples de sujets : La compétence universelle en matière de torture ; Living conditions of displaced Syrians in Izmir post EU-Turkey statement ; From Dublin III to IV : An analysis of the right of movement of beneficiaries and applicants for international protection in the EU ; Políticas migratorias en la Argentina. Un Análisis de la construcción social y normativa del sujeto migrante a la luz de nuevo cambio de ley ; The HLP Rights and the transitionnal justice.
 Direction de 4 mémoires de recherche par an d'étudiants du Master 2 Histoire des Relations Internationales et Sciences sociales.
Exemples de sujets : La lutte contre le terrorisme aux dépens des libertés individuelles ; La politique environnementale de l'Union européenne : la protection de la nature 1970-2016. Une approche de la politique de protection de la nature communautaire à travers l'étude de cas de la Camargue ; Le droit international et l'engagement international au Yémen : de l'aide au développement à l'intervention militaire.
 Direction d'une dizaine de rapports de stage de Master 2 par an.
 Participation à plus d'une quinzaine de jury de soutenances de mémoires de recherche et de rapport de stage de Master 2 par an.

IV. RESPONSABILITES ET ANIMATIONS SCIENTIFIQUES

A. Organisation de colloques, séminaires ou débats

- 2023 Co-responsabilité scientifique avec A. Le Quinio de l'organisation de la journée d'études « Le rejet du projet de Constitution chilienne : une Constitution trop « avant-gardiste » ? » (23 mai 2023)
Lieu : Université de Bordeaux
- 2020 Co-responsabilité scientifique avec C. Benelbaz, R. Costa, M. Jaoul, G. Koubi et M. Touzeil-Divina de l'organisation du colloque « Louise Michel et le(s) droit(s) » (initialement prévu le 29 mai 2020 et reporté au 28 mai 2021, pour un atelier de travail).
Lieu : MUCEM (Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée), Marseille
- 2017 Participation à l'organisation des conférences organisées pour le 30^e anniversaire de la coopération entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'Université d'Etat d'Erevan (16 mai 2017).
Lieu : Université Paul-Valéry Montpellier 3
- 2016 Co-responsabilité scientifique avec C. Jouhanneau de la journée d'étude sur « Le droit d'asile » (9 novembre 2016).
Lieu : Université Paul-Valéry Montpellier 3
- 2015 Co-responsabilité scientifique avec F. Savonitto de l'organisation du colloque « Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015 » (5 et 6 février 2015).
Lieu : Université de Bordeaux

B. Activités éditoriales

- 2022-... Co-responsable, avec J. Arletta et A. Mauras de la chronique sur l'Amérique latine pour la *Revue Française de Droit Constitutionnel*
- 2021-... Membre du Comité permanent de lecture de la revue *Crises et Société*
- 2020-... Responsable du pôle « Amérique latine » pour le blog *Jus Politicum*
- 2020-... Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit public comparé – Comparative Public Law*
- 2015 Animation du débat « La lutte contre le terrorisme » entre J.-J. Urvoas, D. Benichou et M. Verdussen, publié dans *Constitutions*, n°1, janvier-mars 2015, p. 21.

C. Participation à des projets de recherche

- 2023 - 2025 Elaboration et animation du projet CASA (Le Chili face à son avenir : Ambitions, Solutions, Aspirations) sur le processus constituant au Chili en collaboration avec E. Dubesset et H. Alcaraz
- Projet pluridisciplinaire rassemblant des chercheurs français, espagnols et chiliens visant à faire le bilan du processus constituant chilien, de permettre à des chercheurs français d'y participer (via l'élaboration de notes aux organes constituants chiliens) et d'en tirer des enseignements pour d'éventuelles réformes en droit français.
- 2020 - ... Participation à l'Observatoire sur le processus constituant au Chili de l'Université de Sienne, Italie, dirigé par T. Groppi, E. Bindi et A. Pisaneschi.
- Projet rassemblant près de 50 chercheurs italiens, chiliens et péruviens afin de suivre les avancées des travaux de l'Assemblée constituante chilienne mise en place le 4 juillet 2021. Production de séminaires d'actualité, de travaux écrits, mais aussi d'un rapport final, après la rédaction de la nouvelle Constitution.
- 2020- ... Participation aux rapports annuels de l'OPPEE (Observatoire des Politiques Publiques en situation d'Epidémie et Post-Epidémique) de l'Université de Bordeaux.
- 2019 -2021 Participation au projet de recherche « Devenir des "Gilets Jaunes" » dirigé par E. Reungoat et F. Buton dans le cadre de la MSH Sud.
- Projet pluridisciplinaire (science politique, droit public, droit pénal, sociologie) visant à répondre à deux questions : Comment l'entrée en protestation peut avoir un impact pour les mobilisés à court ou à long terme, en privilégiant l'analyse sur les « novices en politique » ou « primo-manifestants » ? Et comment ces individus, sans expérience politique préalable, ont pu donner forme à un mouvement politique d'ampleur ?
- 2018 – 2020 Participation au projet de recherche « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et d'Agen » dirigé par P. Gervier et F. Savonitto dans le cadre de l'appel à projet « QPC 2020 » financé par le Conseil constitutionnel.
- Projet pluridisciplinaire (droit constitutionnel, sociologie, science politique) visant à analyser les mémoires et les renvois de QPC devant les tribunaux de première et seconde instance de la région. Ce travail collectif a abouti à un rapport remis en 2020 au Conseil constitutionnel, dans lequel ont été formulées plusieurs propositions reprises par le Conseil constitutionnel,

- dont la création d'une base de données des décisions rendues par les juges de 1^e instance.
- 2016 – 2017 Participation au Groupe de réflexion sur le terrorisme et les droits de l'Homme de la Faculté de Droit de l'Université de Londres Queen Mary, dirigé par E. Guild et D. Bigo. (*Counter) Terrorism, Human Rights, and Discrimination/Racism : A European Challenge.*
Groupe de réflexion pluridisciplinaire (droit constitutionnel, droit administratif, droit international, droit européen, science politique) réunissant des chercheurs européens sur le thème de la lutte contre le terrorisme. Les échanges et réflexions ont conduit à l'élaboration d'un ouvrage dirigé par E. Guild et D. Bigo.
- 2013 – 2015 Participation au projet n° CSO2012-35955 de l'Université autonome de Barcelone, financé par le Ministère d'Economie et de Compétitivité espagnol, relatif à « La construction sociale de l'espace inter méditerranéen et ses corrélations dans l'agenda thématique des moyens de communication. L'information dans la presse et la télévision ».
Groupe pluridisciplinaire (linguistique, sciences de la communication, droit constitutionnel, science politique) et international dont l'objectif était de mener une étude comparative des unes du *Monde* du 12 au 27 mai 2013 dans le traitement des questions migratoires, des relations inter-méditerranéennes et du respect des droits de l'Homme dans l'espace méditerranéen.

D. Appartenance à des associations scientifiques ou groupes de recherche

- Membre du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE, EA 7436)
- Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel
- Membre de l'Association Française de Droit Administratif
- Membre de la Section française de l'Institut Ibéro-américain de Droit Constitutionnel (IIDC-France)
Depuis 2022 : membre du Conseil d'administration de la Section française
- Membre de la Société de Législation Comparée. Participation au Groupe de travail sur « la lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux » de la section « droit de l'action publique »
- Membre du Groupe de travail de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel spécialisé dans les questions sur le terrorisme
- Membre du Groupe de travail « Genre, migration, mobilisations sociales et développement en Méditerranée occidentale », associant des chercheurs des Universités Paul-Valéry Montpellier 3, Moulay Ismaïl - Meknès, Ca' Foscari – Venise et l'Université Autonome de Barcelone
- Membre du Groupe de réflexion sur le Terrorisme et les droits de l'Homme de la Queen Mary University of London.

V. PUBLICATIONS ET PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

A. Ouvrages, monographies

1. C. Cerda-Guzman et G. J. Gulgielmi, *Sentencias básicas del Consejo Constitucional francés*, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, coll. Textos y Documentos, Madrid, 2021, 198 p.
2. *Cours de droit constitutionnel et des institutions de la V^e République*, Gualino, Lextenso éditions, coll. Amphi LMD, Paris, 1^e (2014) à 7^e éd. (2022-2023).

3. C. Cerda-Guzman et F. Savonitto (dir.), *Les 10 ans de la Charte de l'environnement. 2005-2015*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, Paris, 2016.
4. *Codification et constitutionnalisation*, LGDJ, Fondation Varenne, coll. de thèses, n°44, Paris, 2012.

B. Articles publiés dans des revues scientifiques

1. « Autopsie d'un échec. Retour sur le rejet du projet de Constitution pour le Chili », *Jus Politicum*, n°29, 2023, p. 111-147.
2. « La décentralisation en Espagne (notamment le cas de l'Andalousie) », Titre VII [en ligne], n°9, octobre 2022 (<https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-decentralisation-en-espagne-notamment-le-cas-de-l-andalousie>).
3. « Confier l'interprétation de la Constitution au peuple. A la rencontre du constitutionnalisme populaire latino-américain », *La Revue des Droits de l'Homme*, dossier thématique « Les interprétations concurrentes de la Constitution », 2022, n°21 (<https://doi.org/10.4000/revdh.13250>).
4. « Entre doutes et certitudes : le principe de gratuité de l'enseignement supérieur selon le Conseil constitutionnel », *La Revue des Droits de l'Homme*, dossier « Conférences et colloques », 2021, n°19 (<https://journals.openedition.org/revdh/11240>).
5. « Un exemple de catastrophisme juridique : les régimes d'exception au Chili », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXXVI, 2020, p. 265-281.
6. « La confiance dans la justice constitutionnelle face aux pratiques populistes en Amérique latine », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXXV, 2019, p. 21-36.
7. « De l'inhibition à la créativité en matière de droit constitutionnel environnemental : regards croisés entre le Chili et le Costa Rica », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXXV, 2019, p. 197-213.
8. « La consécration en clair-obscur de l'obligation de motivation des actes administratifs au Chili », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 2019, n°17, p. 161-170.
9. « La laïcité mexicaine », *Pouvoirs*, 2019/4, n°171, p. 97-107.
10. « Contentieux et autonomie locale. Le cas de l'Espagne », *Revue générale du droit* on line, 2019, n°42890 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=42890).
11. « Histoire, continuité et actualité des régimes d'exception au Chili », *Cultures & Conflits*, 2018, n°112, p. 75-92.
12. « Le statut des données personnelles sur Internet », *Politeia*, 2017, n°31, p. 231-247.
13. « Los derechos fundamentales y la lucha contra el terrorismo : Francia bajo estado de emergencia », *Revista de derecho constitucional europeo*, 2017, n°27.
14. « Le recours à la torture par les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme », *La Revue des Droits de l'Homme*, 2016, n°6 (<https://revdh.revues.org/1808>).
15. « Repenser les Constitutions internationalisées », *Revue de droit public*, 2015, n°6, p. 1567-1582.
16. « La lutte contre le terrorisme en droit constitutionnel étranger : vers un nouvel équilibre entre sécurité et libertés ? », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, chron. n° 14, 2015 (www.revuedlf.com)
17. « Importación de objetos jurídicos y coherencia del ordenamiento normativo administrativo chileno », *Revista de derecho administrativo. Universidad Católica de Chile*, 2012, n°7, p. 67-78.
18. « De la distinction entre responsabilité de l'Etat du fait des conventions internationales et responsabilité de l'Etat du fait des lois », *Revue française de droit administratif*, 2012, n°1, p. 38-45.
19. « Maintien de l'ordre et régime d'exception », *Actualité Juridique Pénal*, 2009, n°7/8, p. 300-302.
20. « La Constitution : une arme efficace dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2008, n°73, p. 41-63.
21. « Importation d'objets juridiques et cohérence de l'ordre juridique administratif chilien », *Revue internationale de droit comparé*, 2007, n°2, p. 307-332.

C. Chapitres d'ouvrages collectifs, contributions écrites à des actes de colloques, rédactions de rapports pour des congrès

1. Contribution au rapport français sur le thème « Confiance mutuelle, reconnaissance mutuelle et État de droit » pour le XXX^e Congrès de la FIDE à Sofia (2023). Rapport dirigé par L. Azoulay et S. Platon. Autres contributeurs : P. Auriel, M. Benlolo-Carabot, S. Martin, J. Teyssedre, R. Tinière et A. Turmo. Contribution personnelle : participation à la rédaction des réponses aux questions 1 et 2 portant sur la notion d'État de droit en France.
2. « La défiance à l'égard de la justice dans les pays du cône sud de l'Amérique latine : populisme ou illibéralisme ? », in V. Barbé, B.-L. Combrade et C.-É. Sénac (coord.), *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Bruylant, coll. À la croisée des droits, Bruxelles, 2023, p. 391-404.
3. S. Platon, P. Gervier et C. Cerda-Guzman, « L'État de droit en France. Rapport français pour Congrès 2022 de l'AIDC », Congrès de l'Association Internationale de droit comparé, Asunción 2022.
4. « La neutralité religieuse dans les services publics latino-américains », in C. Benelbaz et C. Froger (dir.), *La laïcité dans les services publics. Aspects pratiques, entre renouveau et renoncement*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques & Essais, Paris, 2022, p. 221-236.
5. « Dictature et consultations électorales : le cas du Chili (1973-1988/1990) », in F. Savonitto (dir.), « *Dictatures* » et consultations électorales en Europe et aux Amériques, L'Harmattan, Coll. Droit comparé, Paris, 2021, p. 115-131.
6. « La révocation populaire en Bolivie, en Equateur et au Venezuela », in C.-É. Sénac (dir.), *La révocation populaire des élus*, Mare & Martin, Paris, 2021, p. 189-204.
7. « L'instrumentalisation des Constitutions au nom de la lutte contre le terrorisme », in D. Fonseca (dir.), *Logiques des législations antiterroristes : entre reconfiguration et défiguration du droit ?*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques & Essais, Paris, 2021, p. 151-161.
8. « Costa Rica : le paradis de la jurisprudence verte ? », in V. Chiu et A. Le Quinio (dir.), *La protection de l'environnement par les juges constitutionnels*, L'Harmattan, coll. Droit comparé, Paris, 2021, p. 221-238.
9. « Le maintien d'un état d'urgence dans un contexte terroriste. Exemples et leçons de droit étranger », in P. Gervier (dir.), *La sortie de l'état d'urgence*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Colloques & Essais, Paris, 2020, p. 53-70.
10. « La régulation des partis saisie par les séries télévisées américaines : "A la Maison Blanche" et "House of Cards" », in Y. Poirmeur (dir.), *La régulation des partis politiques*, LGDJ, coll. Systèmes, Paris, 2019, p. 127-143.
11. « L'Etat espagnol et le terrorisme », in F. Blanc et P. Bourdon (dir.), *L'Etat et le terrorisme*, Publications de la Sorbonne, coll. De Republica, Paris, 2018, p. 79-90.
12. « La position des Etats à l'égard des données personnelles : entre velléité d'utilisation et obligation de protection », in O. de David de Beauregard-Berthier et A. Taleb-Karlsson (dir.), *Protection des données personnelles et sécurité nationale*, Bruylant, coll. A la croisée des droits, Bruxelles, 2017, p. 35-61.
13. « Juridictions constitutionnelles v. Mesures anti-terroristes : réactions communes des juges constitutionnels face à la lutte contre le terrorisme », in A. Le Quinio (dir.), *Les réactions constitutionnelles à la globalisation*, Bruylant, coll. A la croisée des droits, Bruxelles, 2016, p. 71-92.
14. « Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Les Etats fédéraux d'Amérique latine », in G. J. Guglielmi et J. Martin (dir.), *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Aspects de droit public comparé*, Berger-Levrault, coll. Au fil du débat, Paris, 2015, p. 207-220.
15. M. Gautier et C. Cerda-Guzman, « La Cour suprême des Etats-Unis et la Cour de justice de l'Union européenne face à la lutte contre le terrorisme », in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans le droit et dans la jurisprudence de l'Union européenne*, LGDJ, Paris, 2014, p. 277-298.

16. « L'open data à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », in E. Zoller et G. J. Guglielmi (dir.), *Transparence, démocratie et gouvernance citoyenne*, Editions Panthéon-Assas, coll. Colloques, Paris, 2014, p. 47-69.
17. « L'étudiant : un usager particulier du service public administratif », in *Mélanges en l'honneur de Jean du Bois de Gaudusson*, t. II, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2013, p. 913-944.
18. « La codification à droit constant : un oxymore ? », in J. Pousson et F. Rueda (dir.), *Qu'en est-il de la simplification du droit ? Actes du colloque des 26 et 27 novembre 2009*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ, coll. IFR Mutations des Normes Juridiques, Toulouse, 2010, p. 67-79.

D. Éditoriaux, billets, chroniques ou commentaires de jurisprudence

1. J. Arlettaz, C. Cerda-Guzman, A. Maurras et L. Tricot Saldanha, « Droit constitutionnel latino-américain. Chronique de l'année 2021 », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, n°131, 2022/3, p. 741-765.
2. « Pour en finir avec le "bon sens" », *Recueil Dalloz*, n°5, 10 février 2022, p. 209.
3. « Une nouvelle Assemblée constituante est née : la "Convención constitucional" du Chili, *Jus Politicum blog*, 2 juin 2021. Disponible à l'adresse : <https://blog.juspoliticum.com/2021/06/02/une-nouvelle-assemblee-constituante-est-nee-la-convencion-constitucional-du-chili-par-carolina-cerda-guzman/>
4. « La réponse chilienne au Covid-19 ou les faux-semblants d'un régime d'exception », *Jus Politicum blog*, 5 mai 2020. Disponible à l'adresse : <http://blog.juspoliticum.com/2020/05/05/la-reponse-chilienne-au-covid-19-ou-les-faux-semblants-dun-regime-dexception-par-carolina-cerda-guzman/>
5. « *Una Nueva Constitución Ahora* : Une nouvelle Constitution pour le Chili ? », *Jus Politicum blog*, 11 décembre 2019. Disponible à l'adresse : <http://blog.juspoliticum.com/2019/12/11/una-nueva-constitucion-ahora-une-nouvelle-constitution-pour-le-chili-par-carolina-cerda-guzman/>
6. « Le Conseil constitutionnel français et la reconnaissance du principe de fraternité : la confusion des sentiments », *Justice en ligne*, 24 septembre 2018. Disponible à l'adresse : <http://www.justice-en-ligne.be/article1088.html>
7. « La décision du 30 mars 2017 du Tribunal suprême de justice vénézuélien : un "auto-coup d'Etat" juridictionnel », *Jus Politicum blog*, 17 mai 2017. Disponible à l'adresse : <http://blog.juspoliticum.com/2017/05/17/la-decision-du-30-mars-2017-du-tribunal-supreme-de-justice-venezuelien-un-auto-coup-detat-juridictionnel/>
8. « Retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Violation de l'interdiction d'entrée. CJUE [4^e ch.], 1^{er} oct. 2015, aff. C-290/14, Procédure pénale c/ Skerdjan Celaj », *JCP A*, 2016, p. 24.
9. « Contrôle technique des véhicules et liberté d'établissement. CJUE [2^e ch.], 15 oct. 2015, aff. C-168/14, Grupo Itevelesa SL et autres c/ OCA Inspección Técnica de Vehículos SA et Generalidad de Cataluña », *JCP A*, 2016, p. 25.
10. « Compatibilité des examens d'intégration civique. CJUE [2^e ch.], 4 juin 2015, aff. C-579/13, P., S. c/ Commissie Sociale Zekerheid Breda, College van Burgemeester en Wethouders van de gemeente Amstelveen et CJUE [2^e ch.], 9 juill. 2015, aff. C-153/14, Minister van Buitenlandse Zaken », *JCP A*, 2016, p. 33.
11. « Incertitude jurisprudentielle et principe de sécurité juridique. CEDH [1^{ère} sect.], 30 juill. 2015, n° 30123/10, Ferreira Santos Pardal c/ Portugal », *JCP A*, 2016, p. 39.
12. « Conventionnalité de la procédure de filtre QPC. CEDH [5^{ème} sect.], 25 août 2015, n° 3569/12, 9145/1, 9161/12, 37791/13, Renard et autres c/ France », *JCP A*, 2016, p. 40.
13. « "Le crime terroriste entre dans une catégorie spéciale" ou l'acceptation par la Cour européenne d'une atténuation des droits au nom de la lutte contre le terrorisme. CEDH [4^e ch.], 20 octobre 2015, Sher et autres c. Royaume-Uni, requête n°5201/11 », *Journal d'Actualité des Droits Européens*, 2016. Disponible à l'adresse : <http://revue-jade.eu/article/view/704>.

14. « Emploi – discriminations fondées sur le statut de retraité. CJUE, 21 mai 2015, aff. C-262/14, *Sindicatul Cadrelor Militare Disponibilizate in rezerva si în retragere (SCMD) c/ Ministerul Finantelor Publice* », JCP A, 2015, p. 22.
15. « Passeport et conservation des données biométriques. CJUE, 16 avr. 2015, aff. jointes C-446/12, C-447/12, C-448/12, C-449/12, *Willems e.a.* », JCPA, 2015, p. 32.
16. « Interdiction des discriminations fondées sur l'obésité. CJUE, 18 déc. 2014, aff. C-354/13, *Fag og Arbedje (FOA) c/ Kommunernes Landsforening (KL)* », JCP A, 2015, p. 16.
17. « Asile - Modalités d'appréciation de l'orientation sexuelle des demandeurs. CJUE, 2 déc. 2014, aff. jointes C-148/13 à C-150/13, A, B, C c/ *Staatssecretaris van Veiligheid en Justitie* », JCP A, 2015, p. 20.
18. « Incidence du droit à un recours effectif. CJUE, 11 septembre 2014, A. c/ B. et a., aff. C-112/13 », JCP A, 2015, p. 20.
19. « Recours juridictionnel effectif – Preuve. CJUE, 23 octobre 2014, *Unitrading Ltd c/ Staatssecretaris van Financien*, aff. C-437/13 », JCP A 2015, p. 20.

E. Communications orales (congrès, colloques, conférences, séminaires)

Communications en France

1. « La composition d'une cour constitutionnelle "toute-puissante". Débats et controverses autour de la politisation du Tribunal constitutionnel chilien », 11^e colloque international du Centre de droit public comparé. *La composition des juridictions constitutionnelles. Défis démocratiques, enjeux juridiques et politiques. Perspectives comparées*, Université Paris II Panthéon-Assas, Paris, 30 et 31 mars 2023.
2. « L'influence française sur la justice chilienne », Journée d'étude sur les *Justices étrangères et justice française. Troisième rencontre de droit comparé de Laval*, Le Mans Université, Laval, 24 mars 2023.
3. « Le choix du régime présidentiel dans le projet de Constitution chilienne de 2022 », Conférences sur *Le processus constituant chilien. L'organisation politique du pays. Régime politique, Territoires, Peuples autochtones*, Université Bretagne Sud, Lorient, 9 février 2023.
4. « Constitutionnalisme populaire et réforme des juridictions constitutionnelles en Amérique latine », Journée d'étude sur *Constitutionnalisme populaire et Justice constitutionnelle*, Université de Rouen, Rouen, 5 janvier 2023
5. « Rapprocher les cours et le peuple. Les propositions du constitutionnalisme populaire latino-américain », Demi-journée d'études sur *Les défis et l'actualité du constitutionnalisme latinoaméricain*, Section Française de l'Institut Ibéro-Américain de Droit Constitutionnel, Université de Poitiers, 13 décembre 2022.
6. Intervenante à la table-ronde sur *Chili, la révolution démocratique*, Congrès 2022 du GIS Démocratie et Participation, MSH Paris Nord, Paris, 24 novembre 2022.
7. Intervenante à la table-ronde sur *Le processus constituant chilien. Les aspects démocratiques de l'exercice du pouvoir constituant*, Université Bretagne Sud, Vannes, 6 octobre 2022.
8. « Les relations entre le populisme et le constitutionnalisme populaire. Réflexions issues de l'expérience latino-américaine », Deuxième rencontre de la Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ), Toulouse, 29 et 30 septembre 2022.
9. « Les Constitutions chiliennes entre fruits de l'histoire et construction d'une mémoire. Étude croisée de la Constitution de 1980 et du projet de nouvelle Constitution de 2022 », 38^e Table ronde internationale de Justice Constitutionnelle de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle sur le thème *Constitution, histoire et mémoire*, Aix-Marseille Université, 9 et 10 septembre 2022.
10. « Un processus proprement chilien ? L'identité nationale chilienne dans le processus constituant », Colloque international sur *Ecrire une nouvelle Constitution au Chili. Les nouveaux défis de l'espace et du droit devant la Convention constitutionnelle*, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 12 et 13 juillet 2022.

11. C. Cerda-Guzman et F. Arlettaz, « Le cas argentin », Colloque international sur *L'influence du populisme sur les changements constitutionnels. Approche de droit comparé*, organisé par l'IRDEIC, Université de Toulouse Capitole, 17 et 18 mars 2022.
12. « Le séparatisme en Amérique latine », Séminaire en ligne du Laboratoire d'Analyse(s) Indépendant sur les *Cultes – LAIC-Laïcité(s) sur le Séparatisme ? Vous avez dit Séparatisme(s) ?*, 8 décembre 2021.
13. « La Convention constitutionnelle chilienne : une assemblée constituante pas comme les autres ? », Séminaire sur *l'Actualité des Constitutions d'Amérique du Sud*, Centre de droit public comparé, Université Paris II – Panthéon Assas, Paris, 1^{er} octobre 2021.
14. Rapport national sur le Chili, 37^e Table ronde internationale de Justice Constitutionnelle de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle sur le thème *Constitution, libertés et numérique*, Aix-Marseille Université, 10 et 11 septembre 2021.
15. C. Cerda-Guzman et A. Neyrat, « Louise Michel et les étrangers – Avancées des réflexions », Atelier de travail *Louise Michel & le(s) droit(s)*, Collectif de l'Unité du Droit, Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, Marseille, 28 mai 2021.
16. « La défiance à l'égard de la justice dans les pays du cône sud de l'Amérique latine : populisme ou illibéralisme ? », Colloque *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Université de Bordeaux et Université Polytechnique Hauts-de-France, 7 et 8 avril 2021.
17. « La diversité du constitutionnalisme latino-américain », Conférence pour le Centre CERCOP, Université de Montpellier, 29 janvier 2021.
18. « La décision du Conseil constitutionnel et l'affirmation du principe de gratuité de l'enseignement supérieur », Colloque *Le plan « Bienvenue en France ». Bilan d'étape*, Université de Bordeaux, 18 septembre 2020.
19. Rapport national sur le Chili, 36^e Table ronde internationale de Justice Constitutionnelle de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle sur le thème *L'état d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés ? Du terrorisme à l'urgence sanitaire*, Aix-Marseille Université, 11 septembre 2020.
20. « Dictature et consultations électorales : le cas du Chili (1973-1988/1990) », Colloque « *Dictatures et consultations électorales en Europe et aux Amériques* », Université de Bordeaux, 29 novembre 2019.
21. « La révocation populaire en Bolivie, en Equateur et au Venezuela », Colloque *La révocation populaire des élu-e-s*, Université de Bordeaux, 16 et 17 octobre 2019.
22. « Los jueces constitucionales y el medio ambiente : entre inhibición y activismo jurisprudencial. Los ejemplos de Costa Rica y de Chile », Colloque *Derecho ambiental constitucional. Perspectivas de Derecho comparado (Francia y Latinoamérica)*, Ecole de droit de la Sorbonne – Section française de l'Institut Ibéroaméricain de Droit Constitutionnel, 30 septembre 2019.
23. « L'instrumentalisation des Constitutions au nom de la lutte contre le terrorisme », Colloque *Logique des législations antiterroristes : entre reconfiguration et défiguration du droit ?*, Université d'Evry-Val-d'Essonne, 26 septembre 2019.
24. Rapports nationaux sur le Chili et le Costa Rica, 35^e Table ronde internationale de l'Institut Louis Favoreu – Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle sur le thème *Constitution et Environnement*, Aix-Marseille Université, les 6 et 7 septembre 2019.
25. « Costa Rica : le paradis de la jurisprudence verte ? », Colloque *La protection de l'environnement par les juges constitutionnels*, Université Jean Moulin Lyon III, 7 juin 2019.
26. « Contentieux constitutionnel et autonomie locale. Le cas de l'Espagne », Conférence-débat, Centre de Droit public Comparé (CDPC), Université Paris II Panthéon-Assas, 31 janvier 2019.
27. « Les garanties et les contrôles de la lutte contre le terrorisme en droit comparé », Table ronde de la Société de Législation comparée, Sciences-Po Paris, 10 novembre 2017.
28. « Migrations et solidarités territoriales », Journée du développement social *Participation, coopération et émancipation : quelles alternatives pour un développement social durable ?*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 19 octobre 2017.

29. « Les politiques européennes de lutte contre le terrorisme », Séminaire *Les politiques de l'Union Européenne en matière de sécurité*, Université de Strasbourg, 16 octobre 2017.
30. « Le maintien des états d'urgence en droit comparé », Colloque *La sortie de l'état d'urgence*, Université de Bordeaux, 10 octobre 2017.
31. « Le principe de neutralité religieuse en Amérique latine », Colloque *La laïcité dans les services publics*, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, les 21 et 22 septembre 2017.
32. « Les crimes internationaux et les lois mémorielles : la position du juge constitutionnel français », Conférence pour le 30^{ème} anniversaire de la coopération entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'Université d'Etat d'Erevan, Montpellier, 16 mai 2017.
33. « Le statut des données personnelles sur Internet », Colloque *Les métamorphoses des droits fondamentaux à l'ère numérique*, Université de Bordeaux, 24 novembre 2016.
34. « Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne face à la menace terroriste ou le triptyque de Dante : l'Enfer, le Purgatoire et le Paradis ? », Colloque *Sécurité intérieure et liberté*, Université de Lorraine, IRENEE, Nancy, 30 septembre 2016.
35. « Droit espagnol », Colloque *L'Etat et le terrorisme*, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, ISJP, 27 et 28 juin 2016.
36. « (Counter) Terrorism, Migration and Racism in Europe. Examining the claims », 3^{ème} Séminaire du Groupe de réflexion sur le terrorisme et les droits de l'Homme de la Faculté de Droit de l'Université de Londres Queen Mary, *(Counter) Terrorism, Human Rights, and Discrimination/Racism : A European Challenge*, University of London, Paris, 16 et 17 juin 2016.
37. « Un postulat commun à la doctrine française : la Constitution n'est pas un code », Journée d'études *Existe-t-il un constitutionnalisme français ?*, Institut Ibéro-américain de Droit Constitutionnel – Section française, Université Paris II Panthéon-Assas, 11 mai 2016.
38. « La position des États à l'égard des données personnelles : entre velléité d'utilisation et obligation de protection », VIII^e journée de l'UMR DICE *Protection des données personnelles et Sécurité nationale. Quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, Université de Toulon, 27 novembre 2015.
39. « Le recours à la torture dans le cadre de la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis », Table ronde *La place des libertés face à la lutte contre le terrorisme*, Université Paris Ouest Nanterre, CREDOF, LDH – Section Nanterre Université, 18 juin 2015.
40. « États-Unis et recours à la torture : la position du juge », Séminaire *Torture, Mémoire et Impunité : les Paradoxes de la Démocratie ?*, Bayonne, 9 et 10 avril 2015.
41. « Repenser les Constitutions internationalisées », Colloque *Peut-on se passer de Constitution ?*, Université Montesquieu – Bordeaux IV, 14 novembre 2014.
42. « Principe de collégialité et pouvoir exécutif : la collégialité de l'Exécutif est-elle une chimère ? », IX^{ème} Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Lyon, les 26, 27 et 28 juin 2014.
43. « L'open data à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme », Colloque *Démocratie, transparence et gouvernance citoyenne*, Université Paris II Panthéon-Assas, les 23 et 24 mai 2014.
44. « Le droit constitutionnel des collectivités territoriales. Les États fédéraux d'Amérique Latine », Colloque *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales*, Université Paris II Panthéon-Assas, 16 mai 2014.
45. « Constitution, souveraineté et lutte contre le terrorisme », Conférence pour l'Ecole doctorale de l'Université Montpellier I, 19 décembre 2013.
46. « Juridictions constitutionnelles v. Mesures anti-terroristes : réactions communes des juges constitutionnels face à la lutte contre le terrorisme », Colloque sur *Les réactions constitutionnelles à la globalisation*, Université de Toulon, les 31 mai et 1^{er} juin 2013.
47. « Le concept de codification à droit constant est-il un oxymore ? », Colloque international *Qu'en est-il de la simplification du droit ?*, 7^{èmes} journées annuelles de l'IFR de l'Université de Toulouse 1 Capitole, les 26 et 27 novembre 2009.
48. « Une recodification des droits fondamentaux pour un nouveau contrôle de constitutionnalité ? », VII^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Paris, les 25, 26 et 27 septembre 2008.

2. Communications à l'étranger

1. « Procesos constituyentes en la perspectiva comparada », Conférence pour les étudiants de l'Université du Chili, Chili, 23 juin 2022.
2. « Críticas a la legitimidad de los Tribunales constitucionales en Europa », Conférence pour les étudiants de l'École supérieure de Droit et de Sciences politiques, Mexique, 28 mai 2022.
3. « Lecciones constitucionales del sistema político francés », Conférence pour la Faculté de Droit de l'Université de Valparaiso, Chili, 24 novembre 2021.
4. « The fight against statelessness in Latin America: a model to follow ? », Conférence pour le colloque international sur *L'apatridie*, organisé par le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU et l'Ambassade française Monténégro, Podgoriça, 28 octobre 2021.
5. « El Tribunal Constitucional », Conférence pour la Faculté de Droit de l'Université d'Antofagasta, Chili, 2 septembre 2021.
6. « El derecho público chileno visto desde afuera », Conférence pour la Faculté de Droit de l'Université de Valparaiso, Chili, 9 décembre 2020.
7. « L'inclusion de l'asile dans les Constitutions. Etude du cas français », Table-ronde franco-biélorusse sur *L'asile et l'apatridie*, organisée par le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU et l'Ambassade française en Biélorussie, Minsk, 24 octobre 2019.
8. « Le récent échec en France de la révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité », Conférence pour le 30^{ème} anniversaire de la coopération entre l'Université d'Etat de Erevan et l'Université Paul-Valéry de Montpellier 3, Université d'Etat de Erevan, 19 mai 2016.
9. « Las libertades numéricas y la lucha contra el terrorismo », Conférence à l'Université autonome de Barcelone, 1^{er} octobre 2014.
10. « Sûreté des individus et lutte contre le terrorisme en Méditerranée », II^{ème} rencontre méditerranéenne des Masters de développement, intermédiation et relations euro-méditerranéennes, Université Moulay Ismail, Meknès, du 28 avril au 3 mai 2014.
11. « Les politiques sécuritaires en Méditerranée », Conférence à l'Université Ca' Foscari de Venise, 24 mars 2014.
12. « Libertad de comunicación y lucha contra el terrorismo », Conférence à l'Université Autonome de Barcelone, 14 mai 2013.
13. « Secreto de Estado : los periodistas frente al silencio del Estado », Conférence à l'Université Autonome de Barcelone, 13 mai 2013.
14. « Quels sont les critères de constitutionnalité d'une législation anti-terroriste ? », VIII^e Congrès mondial de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, Mexico, du 6 au 10 décembre 2010.
15. « The recent reorganization of intelligence agencies in France », Séminaire du Groupe de travail de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, Institut Universitaire Européen de Florence, les 12 et 13 novembre 2009.
16. « Importación de objetos jurídicos y coherencia del ordenamiento jurídico administrativo chileno », Colloque international, *¿Chile de país modelado a país modelo?*, organisé par le Groupe d'Études sur le Chili (GRESCH), Santiago du Chili, les 5 et 6 septembre 2007.
17. « La Constitution : une arme efficace dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ? », VII^e Congrès mondial de l'Association Internationale de Droit Constitutionnel, Athènes, du 11 au 15 juin 2007.

F. Traduction ou aide à la réactualisation

1. Traduction de l'espagnol au français des 388 articles du projet de nouvelle Constitution chilienne, adoptée par la Convention constitutionnelle en 2022. Traduction faite avec l'aide d'Elba Guzmán

Chacana et mise en accès libre :
<https://sites.google.com/view/nouvelleconstitutionchilivf/accueil>.

2. Traduction de l'espagnol au français de l'article « Le recours d'amparo en droit espagnol » écrit par L.-M. Díez-Picazo, *Constitutions*, 2011, p. 7.
3. Traduction de l'espagnol au français de décisions du Tribunal constitutionnel espagnol pour l'ouvrage *Grandes Décisions des Cours constitutionnelles européennes*, P. Bon et D. Maus (dir.), Dalloz, coll. Grands arrêts, Paris, 2008.
4. Participation à la réactualisation du manuel *Droit constitutionnel*, P. Pactet et F. Mélin-Soucramanien, Sirey, coll. Sirey université, pour les éditions 2006, 2007, 2008 et 2009.

VI. EVALUATIONS ET TRAVAUX D'EXPERTISE ET DE CONSEIL

1. Audition par l'intergroupe NUPES à l'Assemblée nationale au sujet de la VI^e République, 12 avril 2023.
2. Membre du jury de la Journée de la Jeune Recherche constitutionnelle, 31 mars 2023.
3. Audition par le député M. Tavel, rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle visant à modifier les conditions de déclenchement du référendum d'initiative partagée (n°291), 8 novembre 2022.
4. Evaluation d'articles pour la revue *Crises & Société*, septembre 2022.
5. Evaluations d'articles pour la revue *Droit Public Comparé – Comparative Public Law (DPC-CPL)*, décembre 2021.
6. Audition par le député A. Corbière dans le cadre d'une proposition de loi sur la révocation populaire des élus, 12 novembre 2021.
7. Evaluation d'un dossier de demande de financement pour un projet de manifestation scientifique auprès de l'Institut des Amériques, juin 2021.
8. Participation à la rédaction de deux contributions extérieures au Conseil constitutionnel dans le cadre du contrôle de constitutionnalité de la loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030, novembre 2020.
9. Expertise sollicitée par l'ACAT-France dans le cadre d'un plaidoyer contre le Protocole additionnel à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et le Maroc, janvier et février 2015.

VII. DIFFUSION ET VULGARISATION DE LA RECHERCHE

A. Interventions dans les médias et publications dans des revues de vulgarisation

1. Interview dans le cadre de l'émission « Cultures Monde » de *France Culture* sur le thème « Cours suprêmes : qui veillera sur les vigies ? Épisode 3/4 . Argentine : les péronistes en guerre contre les juges », 15 mars 2023 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/argentine-les-peronistes-en-guerre-contre-les-juges-1246573>.
2. Interview par *Alternatives Économiques*, « Au Chili, la volonté de changement a été surestimée », 9 septembre 2022, <https://www.alternatives-economiques.fr/chili-volonte-de-changement-a-ete-surestimee/00104409>.
3. J. Prost et C. Cerda-Guzman, « Rejet d'une nouvelle Constitution au Chili : décryptage d'un référendum historique », Institut d'Études de Géopolitique, 5 septembre 2022, <https://www.institut-ega.org/l/rejet-d-une-nouvelle-constitution-au-chili-decryptage-d-un-referendum-historique/>.
4. Interview dans le cadre de l'émission « Le Temps du Débat » de *France Culture* sur le thème « Le non à la Constitution au Chili relance-t-il le processus démocratique ? », 5 septembre 2022 :

- <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/le-non-a-la-constitution-au-chili-relance-t-il-le-processus-democratique-9128909>
5. Participation au podcast « Mujeres Magnas » organisé par l’Institut Français au Chili, « #9 : Proceso constituyente y Nueva Constitución », 1^{er} septembre 2022, https://www.youtube.com/watch?v=3hMFZoMbg0M&list=PL4kpRg-QYBBZk92_MVbYYeH3DFXQ40xhP&index=10.
 6. « Constituante, en France comme au Chili ? », *Propos. Pour une République écologique*, n°2, 2022, p. 23-28.
 7. Interview dans le cadre de l’émission « Les Enjeux Internationaux » de *France Culture* sur le thème « Au Chili, la future Constitution peine à s’écrire », 27 avril 2022 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/au-chili-la-future-constitution-peine-a-s-ecrire-8656592>
 8. Interview par *Alternatives Economiques*, sur les relations entre le nouveau Président du Chili Gabriel Boric et la Convention constitutionnelle chilienne, « Les défis d’une politique de gauche au Chili », 11 Mars 2022, n°421, <https://www.alternatives-economiques.fr/defis-dune-politique-de-gauche-chili/00102307>
 9. Publication dans la revue *AOC* d’un article intitulé « Chili : écrire une Constitution sans contraintes », 16 novembre 2021, <https://aoc.media/analyse/2021/11/15/chili-ecrire-une-constitution-sans-contraintes/>
 10. Interview par *Mediapart*, sur les premiers pas de la Convention constitutionnelle chilienne, « Au Chili, l’Assemblée constituante compte préserver son autonomie », 13 novembre 2021 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/131121/au-chili-l-assemblee-constituante-compte-preserver-son-autonomie>
 11. Interview dans le cadre de l’émission « Les Enjeux Internationaux » de *France Culture* sur le thème « Le Chili a-t-il jugé tous les crimes de la dictature de Pinochet ? », 29 janvier 2021 : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-vendredi-29-janvier-2021>
 12. « Le Chili a rendez-vous avec sa propre histoire », Tribune publiée dans *Le Monde*, le 30 octobre 2019.
 13. Interview en espagnol sur l’actualité constitutionnelle française par *Radio France International* : en juillet 2014 sur la garde à vue de Nicolas Sarkozy ; en novembre 2015 sur l’état d’urgence ; en janvier 2016 sur la déchéance de nationalité ; en janvier 2017 sur la grâce présidentielle de Jacqueline Sauvage.
 14. Interview par la *Radio Lengua d’Oc* sur la déchéance de nationalité, Montpellier, février 2016.
 15. Invitée à l’émission « Nouvelle Vague » de *France Culture* sur le thème « Nos états d’urgence (5/5) : Exception, urgence et Constitution », Paris, novembre 2015 : <http://www.franceculture.fr/emissions/les-nouvelles-vagues/nos-etats-durgence-55-exception-urgence-et-constitution>
 16. Publication dans la revue *Vacarme* d’un article intitulé « La torture par-delà le droit », 2015, n°72, p. 102-111.
 17. Interview par *Le Parisien* sur le projet de loi antiterroriste visant les candidats au jihad, octobre 2014 : <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/une-loi-pour-neutraliser-les-candidats-au-jihad-29-10-2014-4248371.php>
 18. Interview par *Slate.fr* sur le projet de loi sur le mariage pour tous, novembre 2012 : <http://www.slate.fr/story/65301/mariage-pour-tous-projet-loi-constitution>

B. Conférences/débats ouverts à un public non universitaire

1. Intervention sur le projet de Constitution du Chili lors du colloque *Comment la République devient-elle écologique ?* organisé par le sénateur D. Breuiller en partenariat avec l’Institut Cité écologique et la revue *Propos*, 27 mars 2023.

2. Conférence à Sciences Po Rennes dans le cadre du festival Travelling sur l'avenir du Chili après le rejet du référendum du 4 septembre 2022, 8 février 2023.
3. Intervention sur le processus constituant chilien pour l'association Fréquence Commune, 13 octobre 2022.
4. Intervention sur le processus constituant chilien pour l'association Convention pour une République écologique, 11 décembre 2021.
5. Conférence sur le processus constituant chilien, organisée par l'association Assomercalatina de Sciences Po Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, 4 novembre 2020.
6. Conférence d'actualité sur les enjeux constitutionnels de la mobilisation sociale au Chili, organisée par l'association des étudiants en Histoire et Relations internationales et Sciences sociales (HIRISS), à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, 21 novembre 2019.
7. Débat avec M. Zoltán Kékesi, sur le thème « Talk on Migration », dans le cadre du programme Erasmus+ New Faces, à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, 28 juin 2018.
8. Participation à la conférence organisée par European Law Students Association (ELSA), sur la liberté d'expression en droit international, à l'Université de Montpellier, 29 novembre 2017.
9. Présentation et animation de la conférence de M.-L. Basilien-Gainche (« Chroniques d'inhospitalité. Le testament européen ? ») dans le cadre de l'Agora des Savoirs, organisée par la ville de Montpellier, le 30 novembre 2016.
10. Intervention dans le cadre du Bar des Sciences, sur le thème « Migrations humaines : état des lieux, enjeux et impacts », organisé par Université de Montpellier – COMUE Languedoc Roussillon Universités, Montpellier, 9 juin 2016.
11. Intervention dans le cadre de « l'instant philo », sur « L'état d'urgence », organisé par le Centre d'éthique contemporaine, Montpellier, février 2016.
12. Participation à la conférence citoyenne « Démocratie, libertés et terrorisme », sur « La lutte contre le terrorisme en droit comparé », organisé par l'Université de Bordeaux, 5 mars 2015.

C. Formations non destinées à des étudiants

1. Formation aux Institutions de la République pour les réfugiés et demandeurs d'asile de l'association « Each One », 6 décembre 2022.
2. Formation aux Institutions de la République pour les réfugiés et demandeurs d'asile de l'association « Each One », 23 novembre 2021.
3. Formation en anglais dispensée pour l'association « migration_miteinander », dans le cadre du projet SocInc, sur le thème « EU asylum system/policy and Dublin regulation » pour un public composé de travailleurs sociaux, médiateurs culturels et éducateurs travaillant en Allemagne auprès de jeunes migrants. Formation dispensée le 19 novembre 2019.